

Le président Paul Biya n'est-il pas déjà sur le point de rendre publiques ces décisions fortes qui feraient date sous les tropiques, aujourd'hui que tous les signes sont en train d'indiquer qu'au Tribunal criminel spécial (Tcs), on s'achemine inéluctablement vers la fin des auditions devant les enquêteurs du corps spécialisé des officiers de police judiciaire ? La question taraude les esprits. Mais beaucoup d'observateurs sont enclins à le penser, aujourd'hui, qu'Omballa Magellan et Louis Paul Motaze sont passés la semaine dernière, devant les fins limiers du commissaire divisionnaire Joël Oko Petis.

A l'ivresse des cimes du pouvoir pourraient succéder pour les présumés coupables du Covidgate, des temps plus difficiles dans les tout prochains jours. Surtout au cas où le président Paul Biya, du haut de son impérium, décide courageusement de détoxiquer sa crinière de « vieux lion indomptable », abondamment couverte d'hallucinantes vermines comme viennent de l'étaler sur la place publique, les scandales de la gestion nébuleuse des fonds Covid-19 et de la Can 2019. En effet, depuis quelques semaines, c'est pratiquement la moitié du gouvernement qui est passée devant les enquêteurs du corps spécialisé des officiers de police judiciaire du Tcs. Même si rien n'a véritablement filtré de toutes ces différentes auditions, on apprend, de sources suffisamment bien informées, qu'après les récents passages de Magellan Omballa, présenté comme l'inspecteur général N°1 du ministère du Commerce, et Louis Paul Motaze, actuel ministre des Finances, l'on s'acheminerait vers la fin du périple des longues auditions au Tcs.

Nul besoin de se bercer d'illusion : l'omerta qui a jusque-là entouré ces auditions n'est pas

prête de se dissiper, réduisant de nombreux chroniqueurs-à-l'œil-de-bœuf à se perdre en conjectures pour les moins improbables. Seulement pour de nombreux commentateurs, cela préfigure indubitablement d'évidentes messes basses insoupçonnées qui se célèbrent depuis lors, à l'ombre de ces auditions et dans les coulisses du Tcs. Bien évidemment, même si tout le monde se garde bien d'en parler publiquement, (ce d'autant plus qu'à force d'attendre en vain le bout du tunnel, la lassitude a tôt fait de gagner les esprits) c'est chacun qui scrute, observe, analyse et tire sa propre conclusion, en y allant de sa petite anecdote. A l'instar de ce confrère qui, malgré le tocsin qui sonne sans relâche depuis le déclenchement des enquêtes, parfois en prenant le timbre de glas, pense que tout ne se résume qu'à une tempête dans un verre d'eau. Pas besoin d'invoquer les grands sentiments pour subodorer à qui appartiennent les mains manœuvrières qui s'emploient ainsi à manipuler la presse…

CURIOSITÉS

Il devient donc évident que, même si tout le monde se garde bien d'en parler, le Covidgate est sur toutes les lèvres. Seulement depuis le passage d'Omballa Magellan devant les éléments d'Oko Petis, pour ceux qui sont moins distraits, les choses ont commencé à se préciser. Des indiscrétions glanées à bonnes sources font état de nombreuses curiosités observées lors de son passage au Tcs. Des curiosités qui, pour certains, auraient pu prendre ancrage sur les ressorts d'une dialectique nourrie par le chantage et un obscur marchandage, un peu comme si les manèges de ce marchandage demeuré flou, voulaient pousser de manière irréductible l'inspecteur général N°1 du ministère du Commerce à se dédire par rapports à ses précédentes déclarations. Selon nos sources, pas sûr que tout cela ait suffi à faire changer d'avis et de version à cet universitaire connu pour être réfractaire à certains accommodements…D'ailleurs, on dit d'Omballa Magellan que s'il était une figure de la mythologie grecque, peut-être serait-il Eunomie, l'une des trois filles de Zeus et Thémis, qui personnifie la loi, la législation et l'ordre. Le croyant suffisamment fragilisé par rapport à ses déboires familiaux, ceux qui auraient voulu l'intimider, auraient pour la circonstance cru qu'au moindre frémissement, il se serait rué sur la mie de pain profusément excipée. Quelque chose d'un peu surréel d'imaginer au stade actuel des enquêtes relatives au Covidgate…

Seulement, jamais avares de boules puantes envers Louis Paul Motaze, ses contempteurs ont tôt fait de le présenter comme celui qui en veut ainsi à tous les membres du gouvernement et autres prestataires de services convoqués depuis près d'un mois par les fins limiers du Tcs. Car, estime-t-on dans le sérail, la fonction de ministre des Finances dans le contexte actuel de double crise sécuritaire et sanitaire, est bien plus qu'un pis-aller… Bien plus, c'est lui, le vrai déclencheur de l'audit de la Chambre des comptes qui rend difficile le sommeil de nombreux membres du gouvernement. Une manœuvre quasi malsaine de le jeter en pâture dans l'opinion et de faire voler en éclat la solidarité gouvernementale. Pourtant, la bonne information se décide en très peu de mots : au terme de longues semaines d'âpres négociations et d'un discret lobbying mené entre Yaoundé et Bretton Woods, Louis Paul Motaze, un ministre des Finances charismatique, doublé d'un orateur hors pair, avait pris des engagements pour que le Fmi consente à débloquer des fonds à l'adresse de l'Etat camerounais.

CARTOMANCIENS

Et au premier rang de ses engagements : la pratique de l'audit de la comptabilité et de la

gestion des fonds Covid octroyés au Cameroun. Un audit fait par un cabinet indépendant. Comme peuvent d'ailleurs l'attester les propos du ministre des Finances au Sénat, il y a quelques semaines : « (…) l'audit qu'on est en train de faire n'est pas un audit qu'on fait parce qu'on a appris qu'il y a des malversations. Non. C'est un audit qui était prévu dans la lettre d'intention que le ministre des Finances avait envoyée au directeur général du Fmi (…) On a précisé un audit indépendant. Donc nous-mêmes, nous acceptons déjà le principe de l'audit. Et comme on a dit indépendant, nous avons choisi la Chambre des comptes. Parce que pour nous, il n'y a pas plus indépendant que les magistrats (…) ». Lancés comme une boutade, il y a quelques jours au Sénat, ces propos éclairent davantage sur le rôle actuel du ministre des Finances au Tcs où il serait passé, selon certaines sources, en début de semaine avant de remplir un agenda fort chargé à l'Assemblée nationale et au sein de la Cemac. Ce qui pousse des cartomanciens prolixes à prédire la levée imminente d'un terrible tsunami. Une évidence d'ailleurs. Car pour mieux tenir la nacelle de son dirigeable avant la fin de son important mandat actuel, le président Paul Biya a davantage besoin des hommes d'envergure pour qui le devenir de la Nation doit toujours prendre le pas sur la défense des privilèges, la protection des clans et des réseaux. Le Covidgate est justement en train de nous démontrer que plusieurs ministres qui font partie de ce gouvernement ne sont pas ces hommes d'envergure pour qui le droit républicain doit toujours l'emporter sur les égoïsmes partisans et les intérêts particuliers. De quoi être d'accord avec ces cartomanciens qui croient que le temps est venu pour certains de rendre gorge, après avoir vu les fins limiers d'Oko Petis investir le 5ème étage de l'immeuble des argentiers la semaine dernière. Aux dernières nouvelles, le président de la République, accompagné d'une forte délégation, composée de quelques proches collaborateurs se rend en court séjour privé à Genève en Suisse, et d'autres pays dont nous ne révélons pas les noms pour des raisons que nous connaissons...

Selon certaines indiscrétions il monte ainsi au front pour s'occuper personnellement de certains dossiers importants. Certains observateurs se souviennent que l'hôtel Intercontinental en Suisse est ce haut lieu où le chef de l'Etat camerounais rencontre généralement de hautes personnalités de ce monde. Une autre source précise que, avant de s'envoler hier pour Genève, le Président Paul Biya aurait longuement reçu, vendredi dernier, le ministre d'Etat en charge de la Justice, Laurent Esso. Ceci, après avoir reçu mercredi dernier, le procureur général du Tcs, Mme Justine Aimée Ngounou. C'est ainsi que certains ont commencé à faire des rapprochements entre ces séjours privés à l'étranger et le passage du dossier du Cameroun, le 21 juillet prochain, devant le Conseil d'administration du Fmi qui continu à exiger des sanctions contre tous ceux qui ont pris des libertés avec les fonds du Covid-19.

Source : La Nouvelle